



**AFL - Cé - CEMEA - CRAP-Cahiers pédagogiques - FAEN - FCPE
FEP-CFDT - FERC-CGT - FGPEP - FIDL - Les FRANCAS - FSU - GFEN
ICEM pédagogie Freinet - JPA - La Ligue de l'Enseignement
SGEN-CFDT - SUD Education - UNEF - UNL - UNSA Education**

Communiqué de presse

Après le 19 octobre, la mobilisation continue !

L'ensemble des 21 organisations ayant appelé à la manifestation nationale du 19 octobre se félicite du succès de la mobilisation qui a rassemblé largement la communauté éducative, personnels d'éducation, parents, militants associatifs, lycéens et étudiants.

L'opinion lui a massivement apporté son soutien. 80 000 manifestants ont exprimé leur volonté de ne pas laisser le gouvernement poursuivre son entreprise de démolition du service public d'éducation. Ils ont rappelé que l'éducation devait redevenir une priorité pour la Nation, pour construire l'école de l'avenir.

Ils ont rappelé avec détermination que les services publics donnent plus de cohésion à une société de plus en plus minée par des inégalités que la crise accentue. Le gouvernement n'a répondu que par le mépris.

Les organisations décident de se constituer en groupement permanent pour alerter et mobiliser les citoyens sur le long terme.

Elles appellent à l'action, dans le premier et le second degré, dans l'enseignement supérieur, dans le monde associatif, pendant la semaine du 17 au 21 novembre, autour de la Journée internationale des droits de l'enfant du 20 novembre.

Elles y interpellent notamment chaque parlementaire dans sa circonscription sur les décisions qu'il ou elle prendra dans le cadre du débat budgétaire, en proposant aux citoyens de faire de même collectivement ou individuellement. Chaque parlementaire devra se prononcer sur la priorité qu'il ou elle donne à l'éducation, dans un contexte de crise où l'éducation est plus que jamais un investissement pour l'avenir.

D'autres initiatives suivront, notamment à l'occasion du Salon de l'éducation (27-30 novembre). Les organisations rencontreront aussi les élus locaux sur les questions de l'égalité et de la démocratisation.

Paris le 22 octobre 2008